

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 07 Octobre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SUD QUOTIDIEN. 2e édition du forum invest in Sénégal (fii Sénégal 2025) : 2 jours pour mettre en valeur l'attractivité du Sénégal

Après une 1ère en 2023, la deuxième édition du Forum invest in Sénégal (Fii Sénégal) s'ouvre officiellement ce jour, mardi 7 octobre 2025, au Centre international de conférence à de Diouf (CICAD) de Diamniadio. Le forum s'aligne sur la Vision Sénégal 2050 et repose sur les quatre piliers de l'Agenda national de transformation à savoir une économie compétitive, le capital humain, le développement durable et la bonne gouvernance. Avec comme thème central «Connecter les opportunités, bâtir l'avenir», l'événement, placé sous le haut patronage de Son Excellence le Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhary Faye, entend mettre en avant un portefeuille de projets stratégiques dans trois secteurs clés : l'énergie, les infrastructures et le numérique. Fii Sénégal 2025 s'articulera autour de trois piliers majeurs : les panels thématiques, les espaces de négociation (boardrooms) et les expositions. Pas moins de sept (7) panels ministériels aborderont les secteurs clés : agriculture, industrie, santé, TIC, énergie, etc., avec la participation active des ministères concernés.

<https://www.sudquotidien.sn/2e-edition-du-forum-invest-in-senegal-fii-senegal-2025-2-jours-pour-mettre-en-valeur-lattractivite-du-senegal/>

LE SOLEIL. Invest in Senegal 2025 : la Banque mondiale, moteur de la transformation économique

Ces mardi 07 et mercredi 08 octobre 2025, le Forum Invest in Senegal se déroulera au Centre international de conférences Abdou Diouf (CICAD), à Diamniadio. Cette rencontre à la portée internationale, au cours de laquelle sera évoquée l'urgence de lever l'investissement privé, de soutenir l'innovation et de favoriser la croissance inclusive, s'inscrit dans la Vision du Sénégal 2050. Le Groupe de la Banque mondiale aura un rôle central à jouer : la présence du vice-président Afrique de la Société Financière Internationale (l'IFC), Ethiopis Tafara, en témoigne. Pendant deux jours, des experts, des investisseurs et des décideurs exploreront les voies à emprunter pour tirer le meilleur parti des secteurs clés tels que l'agriculture, la gestion des ressources énergétiques, l'industrie et le financement des PME. Un partenaire de long terme du Sénégal. Depuis 2020, l'IFC a investi et mobilisé près de 1,95 milliard de dollars au Sénégal. De son côté, l'Association internationale de développement (IDA) gère un portefeuille de 3,9 milliards de dollars, répartis sur 32 projets actifs.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/invest-in-senegal-2025-la-banque-mondiale-moteur-de-la-transformation-economique/>

LE SOLEIL. Investir au Sénégal : cap sur un environnement plus ouvert et incitatif

Le Sénégal franchit une nouvelle étape dans sa stratégie d'attractivité économique. Adopté le 18 septembre dernier, le nouveau Code des investissements marque une rupture avec celui de 2004, en intégrant des réformes majeures destinées à dynamiser le climat des affaires. C'est dans ce contexte que s'ouvre, ce mardi 7 octobre 2025, au



Centre international de conférences Abdou Diouf (Cicad) de Diamniadio, le Forum "Investir au Sénégal", organisé par l'Apix. Le texte élargit les secteurs éligibles aux avantages du Code, facilite la digitalisation des procédures et renforce la protection juridique des investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Il introduit aussi de nouveaux régimes fiscaux et douaniers incitatifs, dont la suspension de la TVA sur les acquisitions locales et l'exonération des droits de douane sur les équipements de production. Autre innovation saluée par le secteur privé : l'abaissement du seuil d'éligibilité aux avantages de 100 millions à moins de 20 millions de FCfa, ouvrant la voie à davantage de petites et moyennes entreprises.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/investir-au-senegal-cap-sur-un-environnement-plus-ouvert-et-incitatif/>

APA NEWS. Dakar mobilise l'Afrique pour le Forum Invest in Sénégal

Des chefs d'État et de gouvernement de Guinée-Bissau, du Burkina Faso, du Niger et d'Afrique du Sud sont arrivés lundi à Dakar pour participer au forum économique prévu les 7 et 8 octobre au Centre international de conférences Abdou Diouf de Diamniadio. Le Sénégal a accueilli lundi 6 octobre plusieurs chefs de délégations africaines venus participer au Forum « Invest in Sénégal » (FII Sénégal), prévu les 7 et 8 octobre 2025 au Centre international de conférences Abdou Diouf de Diamniadio, à 30 kilomètres de Dakar. Le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, s'est rendu à Dakar à l'invitation de son homologue sénégalais Bassirou Diomaye Faye. Le chef d'État bissau-guinéen devrait tenir des réunions bilatérales avec le président sénégalais pour aborder des questions d'intérêt commun dans les domaines économique et politique.

<https://fr.apanews.net/news/dakar-mobilise-lafrique-pour-le-forum-invest-in-senegal/>

FINANCIAL AFRIK. FII Sénégal : 51 entreprises saoudiennes attendues à Dakar

Une importante délégation du Royaume d'Arabie saoudite, pays invité d'honneur, conduite par Son Excellence l'Ing. Khalid A. Al-Falih, ministre de l'Investissement, est attendue ce soir à Dakar pour participer à la rencontre Investir au Sénégal. Composée de 51 entreprises issues de secteurs stratégiques — pétrochimie, énergie, infrastructures pétrolières et gazières, technologies et logistique —, la délégation illustre la volonté de Riyad de.....

<https://www.financialafrik.com/2025/10/06/fii-senegal-51-entreprises-saoudiennes-attendues-a-dakar/>

SIKA FINANCE. Forum Invest in Sénégal : Aliko Dangote veut renforcer son empreinte à Dakar

https://www.sikafinance.com/marches/forum-invest-in-senegal-aliko-dangote-veut-renforcer-son-empreinte-a-dakar_55625

RTS. ÉCONOMIE ET FINANCEMENT : LE MINISTRE ABDOURAHMANE SARR REÇOIT LA BAD

Le ministre de l'Économie du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a reçu, lundi, en audience une délégation de la Banque africaine de développement (BAD). Cette délégation était conduite par Mohamed A. Chérif, représentant résident de la BAD à Dakar. Selon une note officielle, cette rencontre avait pour objectif principal de



mettre à jour le profil de risque pays du Sénégal, à travers une évaluation indépendante et complète. Cet exercice est jugé essentiel pour la détermination des modalités de financement, souverain et non souverain, que la BAD peut accorder au pays. Au cours de l'entrevue, le ministre Abdourahmane Sarr a également abordé le cadrage macroéconomique du Sénégal ainsi que la soutenabilité de sa dette, des points cruciaux pour assurer une gestion saine et durable des finances publiques.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/economie-et-financement-le-ministre-abdourahmane-sarr-recoit-la-bad>

SENEWEB. Une délégation de la BAD reçue en audience par Abdourahmane Sarr

Une délégation de la Banque africaine de développement (BAD), conduite par Mohamed A. Chérif, son représentant résident à Dakar, a été reçue en audience par le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, ce lundi 6 octobre 2025. Selon le communiqué de la tutelle, l'objet de l'entrevue était de mettre à jour le profil de risque pays à travers une évaluation indépendante et complète des risques du Sénégal. La note renseigne qu'un tel exercice est essentiel pour la détermination du financement souverain et non souverain de la BAD en faveur du pays.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/une-delegation-de-la-bad-recue-en-audience-par-abdourahmane-sarr_n_470117.html

SENEWEB. Monnaie nationale : un faux remède contre la dette extérieure, selon le Pr Amath Ndiaye

Le Pr Amath Ndiaye, économiste à la FASEG-UCAD, démonte l'idée reçue selon laquelle une monnaie nationale permettrait d'échapper à l'endettement extérieur. « Croire qu'avoir sa propre monnaie permet d'échapper à l'endettement extérieur est une dangereuse illusion », écrit-il, s'appuyant sur les données 2024 du FMI et de la Banque mondiale. Les pays africains les plus endettés ne sont pas dans la zone CFA : l'Égypte (168 milliards USD), l'Afrique du Sud (165,8 milliards USD), le Nigeria (102,5 milliards USD), le Maroc (69,3 milliards USD) et le Mozambique (66,9 milliards USD) dominent le classement, tandis que le Sénégal, premier pays CFA, arrive en 10^e position. Pour le Pr Ndiaye, « ce n'est pas le type de monnaie qui détermine la soutenabilité de la dette, mais la rigueur budgétaire, la structure de l'économie et la crédibilité des politiques publiques ». Cette analyse intervient dans un contexte de débats sur la souveraineté monétaire, notamment avec l'arrivée prochaine du e-CFA, et invite à une réflexion plus nuancée sur les causes de l'endettement.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/monnaie-nationale-un-faux-remede-contre-la-dette-exterieure-selon-le-pr-amath-ndiaye_n_470095.html

SENEWEB. "Diaspora Bond" : Les nouvelles "rassurantes" de l'arrangeur sur le niveau des souscriptions

Depuis le 22 septembre dernier, l'Etat du Sénégal a lancé sa troisième opération d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne (Ape3), que d'aucuns appellent Diaspora Bonds. L'opération devrait être bouclée dans quatre jours, si jamais elle n'est pas prolongée. Hier dimanche, deux semaines après le démarrage des souscriptions, l'arrangeur principal a donné quelques nouvelles sur la dynamique. « Tant que l'opération est en cours, nous ne pouvons faire aucune communication. C'est pourquoi



je ne peux pas donner le chiffre actuel. Par contre, ce qui ferait le succès de l'opération c'est qu'on dépasse largement le montant recherché. Et c'est ce qui est en voie d'être fait», a expliqué Ababacar Diaw, l'administrateur et Directeur général d'Impaxis Securities, au cours d'un Live spécial organisé à cet effet. L'arrangeur révèle que les investisseurs du pays comme ceux de la zone, institutionnels comme personnalités physiques, la diaspora comme les nationaux, ont répondu à l'appel. «Si tout se concrétise, je pense que pour les jours qui restent, je ne parle même pas d'atteindre la cible, mais nous dépasserons le montant recherché», a ajouté M. Diaw.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/diaspora-bond-les-nouvelles-rassurantes-de-larrangeur-sur-le-niveau-des-souscriptions_n_470083.html

SENEWEB. Pétrole et Gaz : Les chiffres du mois de septembre

Le ministère du Pétrole a dévoilé les chiffres de la production et de la commercialisation des hydrocarbures pour le mois de septembre. A Sangomar, ce sont trois cargaisons de pétrole brut qui ont été expédiées et commercialisées sur le marché international. Ce qui représente un volume total de 2,89 millions de barils. «Les projections initiales pour 2025, estimées à 30,53 millions de barils ont été révisées à la hausse à 34,5 millions, traduisant la robustesse des performances opérationnelles et la bonne tenue des puits», informe le ministère. Pour le gisement Grand tortue Ahmeyim (Gta), ce sont deux cargaisons de gaz naturel liquéfié (Gnl) qui ont été finalisées durant le mois de septembre. Ce qui équivaut à un volume total de 336 690 mètres cubes (m³). «Parallèlement, les opérations de mise en service des installations se poursuivent à bord du FPSO, avec pour objectif une montée progressive en capacité de production», ajoute le ministère.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrole-et-gaz-les-chiffres-du-mois-de-septembre_n_470069.html

SUD QUOTIDIEN. Transparence dans le secteur extractif : le registre des bénéficiaires effectifs désormais disponible

Le registre des bénéficiaires effectifs est désormais disponible. Cette information a été rendue publique par le Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (CN-ITIE-Sénégal). A cet effet, le public peut accéder gratuitement à plusieurs informations essentielles. Le Sénégal a récemment franchi une étape décisive dans sa démarche de gouvernance des ressources naturelles. Par le décret n° 2025-1354 du 27 août 2025, modifiant le décret n° 2020-791 du 19 mars 2020, le pays institue désormais un accès public et gratuit au Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) des entreprises opérant dans le secteur extractif. Cette réforme, annoncée par le Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (CN-ITIE Sénégal), s'inscrit pleinement dans la consolidation des standards internationaux de transparence, notamment ceux de la Norme ITIE 2023.

<https://www.sudquotidien.sn/transparence-dans-le-secteur-extractif-le-registre-des-beneficiaires-effectifs-desormais-disponible/>

SENEWEB. Double consécration pour le Sénégal à l'OACI : une première africaine

À l'occasion de la 42^e Assemblée générale de l'OACI, tenue à Montréal du 23 septembre au 3 octobre 2025, le Sénégal s'est distingué en recevant deux Certificats du Président du Conseil, devenant ainsi le seul pays africain à obtenir une double distinction. Ces



certificats saluent les progrès remarquables du pays en matière de sécurité et de sûreté aériennes, traduisant une amélioration de plus de vingt points dans les audits internationaux depuis 2018. Ils témoignent de l'efficacité des réformes engagées, qui combinent modernisation des infrastructures aéroportuaires, formation continue des personnels et adoption de standards internationaux stricts. Au-delà de la reconnaissance technique, cette double distinction consacre le Sénégal comme référence régionale dans le domaine de l'aviation civile. Elle illustre la pertinence de sa stratégie de modernisation et de gouvernance du secteur, fondée sur des investissements ciblés, des partenariats internationaux et le renforcement institutionnel.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/double-consecration-pour-le-senegal-a-loaci-une-premiere-africaine_n_470061.html

LEJECOS. Secteur moderne : Baisse de 0,4% du nombre d'employés au deuxième trimestre 2025

Le nombre d'employés dans le secteur moderne diminue de 0,4%. Le nombre d'employés dans le secteur moderne, hors administration publique, se replie de 0,4% au deuxième trimestre 2025, comparativement à celui de la période correspondante de l'année précédente. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), cette baisse est consécutive à celle des effectifs dans le secteur de la construction (%). Toutefois, souligne l'Ansd, elle a été contrebalancée par la hausse des effectifs dans les secteurs du commerce (+1,8%) et, dans une moindre mesure des services, (+0,2%). L'accroissement des effectifs dans les services (+0,2%) est imputable principalement à la hausse du nombre d'employés dans les sous-secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+3,4%), pour la santé humaine et l'action sociale (+3,3%), de services de soutien et de bureau (+1,5%). Selon l'Ansd, l'analyse de la répartition du nombre d'employés dans le secteur moderne hors administration publique, selon le statut, révèle une prédominance des permanents (76,5%) au deuxième trimestre 2025.

https://www.lejecos.com/Secteur-moderne-Baisse-de-04-du-nombre-d-employes-au-deuxieme-trimestre-2025_a29646.html

AGENCE ECOFIN. Le Sénégal se dote d'un plan décennal pour renforcer sa production locale de semences

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % au PIB. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement veut développer la production locale de semences certifiées en vue d'en faciliter l'utilisation, qui reste encore marginale dans des filières stratégiques. Au Sénégal, la stratégie nationale de souveraineté semencière a été élaborée par les acteurs du secteur au terme d'un atelier qui s'est tenu du 3 au 5 octobre dernier sous la direction du ministère de l'Agriculture à Saly Portudal. Cette nouvelle feuille de route sera mise en œuvre sur une période de dix ans, de 2025 à 2034. Selon les informations relayées par le quotidien local le Soleil, elle s'articulera autour de quatre axes d'intervention majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance et de la coordination du système semencier national, l'amélioration de la disponibilité, de la qualité et de la traçabilité des semences certifiées, la stimulation de l'investissement privé et étranger dans la production et la distribution, ainsi que la modernisation des outils de certification et de suivi par la digitalisation.



<https://www.agenceecofin.com/fils-agriculture/0710-132122-le-senegal-se-dote-d-un-plan-decennal-pour-renforcer-sa-production-locale-de-semences>

SIKA FINANCE. UEMOA : L'économie garde le cap avec une solide croissance de 6,5% au 2e trimestre 2025

<https://www.sikafinance.com/marches/uemoa-leconomie-garde-le-cap-avec-une-solide-croissance-de-6-5-au-2e-trimestre-2025> 55610

LE QUOTIDEN. Finances publiques au sein de l'Umoa : Le déficit budgétaire projeté à 3, 2 en 2026

De 3, 7% du Produit intérieur produit brut (Pib) en 2025, le déficit budgétaire global de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) passerait à 3, 2% en 2026, après une réalisation de 5, 1% en 2024, a annoncé le Conseil des ministres de l'Umoa, qui s'est réuni hier dans les locaux du siège de la Bceao. Par Dialigue FAYE – Le Conseil des ministres de l'Union monétaire ouest-africaine annonce des perspectives encourageantes au sein de l'Union. Relativement aux finances publiques, par exemple, il prédit une réduction du déficit budgétaire global de l'Union, qui passerait de de 3, 7% du Produit intérieur brut (Pib) en 2025 à 3, 2% en 2026, après une réalisation de 5, 1% en 2024. «Ce repli attendu du déficit public résulterait notamment des efforts de mobilisation de recettes fiscales et de la maîtrise des dépenses par les Etats membres», a déclaré le ministre ivoirien de l'Economie et des finances, Adama Coulibaly.

<https://lequotidien.sn/finances-publiques-au-sein-de-lumoa-le-deficit-budgetaire-projete-a-3-2-en-2026/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Nigeria, Côte d'Ivoire, Éthiopie... Où la Banque mondiale voit le plus fort potentiel de croissance en Afrique

Dans son rapport Africa Pulse, la Banque mondiale relève ses prévisions de croissance pour 30 économies africaines, dont le Nigeria, la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie. L'institution salue la résilience du continent face aux chocs mondiaux et appelle à accélérer la création d'emplois. Entre 2025 et 2050, la population africaine en âge de travailler s'agrandira de 625 millions de personnes, dont 98 millions de Nigériens, 72 millions de Congolais (RDC) ou 67 millions d'Éthiopiens. Une transition démographique « sans précédent à l'échelle mondiale et dans l'histoire récente », et qui va considérablement peser sur le marché de l'emploi, a prévenu Andrew Dabalén, chef économiste

<https://www.jeuneafrique.com/1728314/economie-entreprises/nigeria-cote-divoire-ethiopie-ou-la-banque-mondiale-voit-le-plus-fort-potentiel-de-croissance-en-afrique/>



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

LE MONDE AFRIQUE. Aux Etats-Unis, l'IA bouleverse déjà le marché du travail et les prédictions de « jobs apocalypse » se multiplient

De PwC à Walmart en passant par Accenture, de plus en plus d'entreprises américaines évoquent l'intelligence artificielle pour expliquer la baisse des embauches, des licenciements ciblés et une réorganisation accélérée. Dans les cabinets de conseil et d'audit, en septembre, c'est aussi la rentrée des classes, avec l'arrivée des jeunes diplômés, qui vont apprendre les rudiments du métier. Mais, comme l'écrit Marco Amitrano, patron de PricewaterhouseCoopers (PwC) pour le Royaume-Uni, « [leur] façon de faire les choses est en train de changer. [Son] effectif d'embauche de débutants est inférieur cette année : 1 300 contre 1 500 en 2024 ». En cause : l'intelligence artificielle (IA). « Les offres d'emploi pour les professions exposées à l'IA progressent moins vite que pour celles moins exposées, et cet écart se creuse », met en garde Marco Amitrano.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/07/aux-etats-unis-l-ia-bouleverse-deja-le-marche-du-travail-et-les-predictions-de-jobs-apocalypse-se-multiplient_6644930_3234.html

RFI. Démission de Sébastien Lecornu: une «vraie source d'inquiétude» pour l'économie française

La démission du Premier ministre français, Sébastien Lecornu, plonge la scène politique mais aussi les milieux économiques dans l'incertitude. Les marchés ont été les premiers à réagir : le CAC 40 est en baisse ce lundi 6 octobre, alors que l'euro recule nettement face au dollar. Les investisseurs craignent un effet domino sur l'économie française. RFI a interrogé Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management. RFI : Comment vont réagir les milieux économiques et en particulier les entreprises à ce nouveau rebondissement qui vient s'ajouter à l'instabilité politique? Philippe Waechter : Dans cet environnement, les entreprises vont avoir tendance à attendre. On le voyait déjà auparavant et ce phénomène va être accentué. Il y a plusieurs éléments à prendre en compte : l'investissement des entreprises, mais aussi l'embauche qui va être probablement gelée pour un petit moment, et aussi toute cette dynamique des investissements étrangers qui arrivent en France, sur lequel le président Macron s'est enorgueilli de faire de la France un réceptacle important.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251006-d%C3%A9mission-de-s%C3%A9bastien-lecornu-une-vraie-source-d-inqui%C3%A9tude-pour-l-%C3%A9conomie-fran%C3%A7aise>

LE FIGARO. Le déficit commercial se réduit en août à 5,8 milliards d'euros

Le déficit commercial de la France s'est réduit en août pour le troisième mois de suite, à 5,8 milliards d'euros, à la faveur d'une hausse des exportations et d'une stabilité des importations, ont indiqué les douanes mardi. Les exportations se sont établies à 51,8 milliards d'euros, en progression de 300 millions d'euros, et les importations ont été stables à 57,6 milliards d'euros, ont précisé les douanes. Le solde énergétique de la France s'est quant à lui amélioré de 200 millions d'euros, grâce à une baisse des importations et d'une hausse des exportations, pour s'établir en déficit de 3,5 milliards d'euros. Le solde des produits manufacturés est pour sa part stable, en déficit de 4,2 milliards d'euros, tandis que le solde des produits agricoles est à l'équilibre pour le quatrième mois consécutif, affirment les douanes.



<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/france-le-deficit-commercial-se-reduit-en-aout-a-5-8-milliards-d-euros-20251007>

LE MONDE AFRIQUE. Les marchés financiers contraints de s'habituer au flou politique français

Les actions et les obligations françaises ont accusé le coup de la chute du gouvernement Lecornu. L'instabilité politique est désormais intégrée par les investisseurs. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. Pas de panique, mais une inquiétude qui s'installe, et le constat d'une difficulté croissante à sortir de la crise. Les marchés financiers ont logiquement accusé le coup, lundi 6 octobre, de la troisième chute d'un gouvernement français en dix mois, qui confirme que l'instabilité politique est désormais une caractéristique durable de la deuxième économie de l'Union européenne. Investisseurs et économistes s'efforcent désormais d'évaluer les différents scénarios possibles à court terme, certains, comme Léo Barincou, économiste senior chez Oxford Economics, tablant sur une dissolution de l'Assemblée nationale et jugeant que « le budget 2025 sera très probablement au moins temporairement reconduit en 2026 », avec, à la clé, un déficit budgétaire supérieur à celui de cette année. Une perspective qui nourrit la défiance vis-à-vis des actions et des obligations d'Etat françaises.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/06/les-marches-financiers-contraints-de-s-habituer-au-flou-politique-francais_6644859_3234.html

BFMTV. "Les entreprises gèlent un peu tout, à la fois l'investissement et l'emploi": la crise politique née de la dissolution aura coûté 15 milliards d'euros à la France.

Investissement et confiance en berne, taux d'intérêt en hausse, coût des élections... Après seize mois de crise politique, la facture pour la France grossit, alourdissant des finances déjà mal en point. La démission de Sébastien Lecornu, moins de 24 heures après avoir formé son gouvernement, dégrade encore un peu plus la santé de l'économie française. Et il faut dire que celle-ci n'en finit pas de subir les conséquences de la dissolution décidée par Emmanuel Macron en juin 2024, et aggravées par la démission lundi de Sébastien Lecornu. Attendue cette année à seulement 0,8% par l'Insee, la croissance française est affectée par la frilosité des investissements des entreprises et des ménages, la progression du taux d'épargne, et les effets du ralentissement économique sur l'emploi.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/les-entreprises-gelent-un-peu-tout-a-la-fois-l-investissement-et-l-emploi-la-crise-politique-nee-de-la-dissolution-aura-coute-15-milliards-d-euros-a-la-france_AD-202510070462.html

LES ECHOS. Budget 2026 : le grand imbroglio

Sans gouvernement, le budget 2026 ne pourrait pas être défendu dans les temps au Parlement. Les impôts seraient alors reconduits et les dépenses limitées au strict nécessaire, comme en début d'année. Avec des conséquences majeures. Sébastien Lecornu tombe : adieu veau, vache, cochon, budget. Après la démission spectaculaire du Premier ministre lundi matin, l'avenir de son budget 2026 semble compromis. Ce texte de loi - clé pour le fonctionnement de l'Etat, la Sécurité sociale, les collectivités locales et le monde économique - a de moins en moins de chances d'être adopté dans les temps. Le scénario catastrophe vécu après la chute du gouvernement de Michel



Barnier fin 2024 risque de se répéter, avec la reconduction des impôts existants et des dépenses publiques limitées au strict nécessaire.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-2026-le-grand-imbroglio-2190502>

COURRIER INTERNATIONAL. Le chiffre du jour. En Chine, l'électricité verte portée par la plus grande éolienne flottante du monde

Une société d'État chinoise a dévoilé une éolienne dont le rotor mesure 252 mètres de diamètre, ce qui en fait le plus grand module éolien flottant du monde. Elle est conçue pour s'adapter aux conditions météorologiques, et notamment résister aux typhons. C'est la plus grande éolienne flottante du monde. "Le rotor, d'un diamètre de 252 mètres, couvre une surface équivalente à sept terrains de football", s'emballe le Keji Ribao, le Quotidien des sciences et technologies, après que ce module a été assemblé le 1er octobre dernier à Beihai, dans le Guangxi, dans le sud de la Chine. Destiné à fonctionner sur mer, au large, ce type d'éolienne est censé produire environ 44,7 millions de kilowattheures d'électricité par an, "soit suffisamment pour alimenter plus de 4 000 foyers américains moyens", ajoute l'article du journal, contrôlé par le gouvernement chinois, qui détaille : "Montée sur une plateforme semi-submersible, la turbine est équipée du premier système de ballast dynamique de Chine."

<https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-en-chine-l-electricite-verte-portee-par-la-plus-grande-eolienne-flottante-du-monde> 235906

SUD OUEST. Énergies renouvelables : les projets ralentissent dans le monde, l'objectif de tripler les capacités d'ici 2030 s'éloigne

L'Agence internationale de l'énergie alerte sur le ralentissement de la croissance des énergies renouvelables, compromettant l'ambition fixée lors de la COP28 de tripler la capacité de production mondiale d'ici 2030. La croissance des énergies renouvelables est en train de ralentir en raison principalement de changements politiques aux États-Unis et en Chine, ce qui met hors de portée l'objectif de tripler les capacités d'ici 2030 fixé lors de la COP28, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'AIE estimait encore l'an dernier possible d'atteindre cet objectif, prévu par l'accord final de la COP28 de Dubaï en 2023. Mais selon le dernier rapport annuel de l'agence, publié mardi, la capacité mondiale d'énergie produite à partir de solaire, d'éolien ou d'hydraulique devrait plutôt « atteindre 2,6 fois son niveau de 2022 d'ici 2030 ». Ces prévisions « sont inférieures de 5 % » à l'an dernier, « reflétant les changements de politique, de réglementation et de marché depuis octobre 2024 », souligne l'AIE.

<https://www.sudouest.fr/economie/energie/energies-renouvelables-les-projets-ralentissent-dans-le-monde-l-objectif-de-tripler-les-capacites-d-ici-2030-s-eloigne-26236947.php>



